

Gabriel
de Broglie



Le français,
pour qu'il vive



LE MONDE ACTUEL

Gallimard

INTRODUCTION

Aussi loin que je me souviens, j'ai toujours senti le français comme une fibre de mon être. L'amusement de mes jeux d'enfant, l'impression de mes premières lectures, la force de mes premiers sentiments n'ont jamais été séparés de la découverte des mots et des phrases qui les traduisaient. Langue maternelle, mais davantage langue d'enfance, langue d'adolescence, langue de maturité. Et aussi langue gardienne, langue heureuse, langue laborieuse. Une grande partie de mes plaisirs et une plus grande partie de mon travail ont consisté à vivre des ressources du langage, à recevoir et à émettre ses paroles, à observer leur plénitude, leur précision et leur beauté, à m'en nourrir comme d'un aliment nécessaire et désiré. Je n'ai jamais lu un livre sans chercher à savoir comment cela était fait, de quelle encre et par quel travail. Je n'ai jamais écrit une page sans solliciter le secours de la langue. Fibre de mon être, perception de mes sens, paysage de mon activité : j'ai vécu du français comme on respire le bon air.

À partir d'un moment que je ne puis préciser, j'ai fait plus que respirer, j'ai humé. Le souffle de l'émotion a enveloppé notre échange. J'ai éprouvé pour le français un sentiment profond et intime qui n'était pas l'amour avec ses déceptions, ni la passion dévorante, mais l'émerveillement. On aime le mouvement du ciel, le courant des rivières, la poussée de la sève, le battement du sang et l'harmonie des visages. C'est ainsi que j'ai aimé ma langue. J'ai vécu avec le français comme on se réchauffe d'affection.

Puis mes travaux m'ont amené à réfléchir sur la culture et sur la communication. L'approche de la culture par l'État m'est devenue familière dans sa nécessité, sa grandeur et ses périls. J'étais

jurisconsulte de Malraux en 1962 et je suis souvent retourné rue de Valois. Ma pratique déjà longue de l'audiovisuel m'aide peut-être à saisir le métabolisme complexe et les innombrables interférences du langage. La langue, si elle forme le message de plusieurs médias, comme le téléphone, la radio et la télévision, ne représente-t-elle pas elle-même le plus élaboré des médias dont les contenus seraient la pensée et la communication avec les autres? Ce n'est pas un hasard si, pour délivrer le message que m'inspirait mon expérience, j'ai écrit un livre sur le pouvoir de l'image. Les mots me secouraient et me sollicitaient. De l'image et des sons qui m'intéressaient, mon regard s'est tout naturellement porté sur le français que j'aimais. Pour observer, il faut s'écarter un peu. Il s'est alors établi une distance et une connaissance qui n'ont fait que renforcer les corrélations. Je me suis mis en présence du français et je l'ai contemplé.

Naît alors un désir, celui de servir la cause. Le dévouement est un besoin et un apaisement du cœur. Je souffre quand le français est délaissé, souillé, trahi, affaibli. Mais, étant optimiste et positif par nature, je me convaincs qu'il pourrait aisément être davantage choyé, mieux célébré, plus répandu. Voilà cinq ans que je suis entré rue de Babylone où, pendant une année au Haut Comité de la langue française, j'ai discerné les moyens d'une action. J'étais entré en francophonie bien avant. Mon premier séjour en Louisiane remonte à 1976. Ce qui, par-dessus tout, m'a passionné fut d'intégrer les points de vue opposés, du purisme intégriste au laxisme militant, et les variables indépendantes, des mécanismes propres à la langue aux contraintes nouvelles des technologies, pour tenter d'obtenir une vision globale du devenir du français. Je fais maintenant appel à ces impressions amassées. Je m'enrôle avec une sorte de jubilation et, usant du meilleur instrument à ma disposition, mais qui n'est pas le seul et dont je mesure bien l'insuffisance, j'écris un livre.

Mon cas est-il isolé? Assurément non. Nombreux sont ceux qui ont vécu le même engagement, s'en sont délectés et l'ont proclamé. Innombrables ceux qui pourraient le connaître. Mais ils ne le savent ni ne l'imaginent. Vis-à-vis de ce qui nous entoure et nous unit, nous nous situons à des états différents. Partout dans le monde, la multitude vit dans sa langue à l'état de nature, que l'on pourrait appeler placentaire ou encore ombilical. Ceux dont la

langue maternelle ou quotidienne est le français connaissent plus souvent un état affectif ou sentimental qui peut aller de l'attachement à la reconnaissance, de la tendresse à la passion. Certains accèdent à l'état clinique d'où ils observent la langue de façon intuitive ou scientifique. Enfin, dans le danger ou la compétition, des peuples entiers ont adopté l'attitude réactive ou militante. Ces différentes situations ne s'opposent ni ne s'excluent. L'une entraîne l'autre. Elles forment des sphères dans lesquelles on pénètre. Elles traduisent des degrés de conscience qui s'élèvent comme s'échauffe la température d'un milieu.

Après tant d'autres, je vais donc écrire sur le français. Je suppose connus la grammaire et les dictionnaires, l'histoire de la littérature et la littérature elle-même et je pose la question : que va-t-il se passer? Comment évolue le français en France et dans le monde, avons-nous le moyen, et le désir, de forger ou d'infléchir l'avenir de notre langue? Au sens le plus général : situation et devenir du français, passion et politique. Envisageant celui-ci comme un fait de civilisation et non pas comme un simple instrument d'échange, je ne traiterai pas de linguistique. Je reconnais certes qu'elle ouvre l'accès au troisième état, celui de l'observation clinique, et qu'elle permet seule de démonter les rouages et les ressorts du français comme de toute autre langue. Mais là n'est pas mon propos ni ma spécialité. Je me suis gardé de prendre la langue pour objet d'étude, je l'observe comme objet d'usage. Je ne cherche pas à en montrer la splendeur, la tenant pour acquise par l'illumination de son génie. Je me retiendrai d'exposer mes admirations littéraires et me garderai d'assimiler le français à ses belles-lettres, mais je souhaiterais marquer avec force l'influence déterminante de la littérature sur le rayonnement et la vie de la langue. Je ne trancherai d'aucun usage, n'ayant pas qualité pour cela, préférant les observer tous à leurs différents niveaux et admirer leur diversité entrecroisée. Je lis de tout, pas assez à mon gré, et aime à relire pour savourer les sonorités et la mélodie de la phrase. Je ne veux pas disserter sur le style, ni avec effet de style, ni même travail sur le style. S'agissant d'un diagnostic, d'une thérapeutique et d'une prédication, la vue doit s'étendre à tout le français, à tous les français, l'oral, le parlé et l'écrit, le familier, le formel et le littéraire, l'usuel, le professionnel et le technique.

Ai-je le moindre titre à prêcher le français? Ce qui m'anime, c'est un impérieux besoin de témoigner. Je mesure parfaitement l'audace de m'aventurer dans un domaine où, depuis cinq siècles, les grands écrivains ont laissé leur empreinte, tenant sur l'avenir du français un discours étonnamment immuable, de Joachim du Bellay à La Harpe, de Charles Nodier à Désiré Nizard, de Jean-Louis Vaudoyer à Jean d'Ormesson. Je veux me ranger parmi ceux qui ne manquent pas une occasion de soutenir la cause avec élan, avec lucidité ou avec colère, de Michel Bruguère à Marc Fumaroli, de Pierre Daninos à Gabriel Matzneff, de Jacques Cellard à Philippe de Saint-Robert. Et j'ajoute à l'impressionnant ensemble d'ouvrages une préoccupation que je ressens plus que d'autres, celle du politique.

Je cherche à convaincre le plus grand nombre d'envisager avec gravité l'avenir du français et voudrais persuader les responsables de développer sur ce sujet un discours mieux adapté et mieux perçu. La plupart de ceux dont le français est la langue maternelle considèrent encore qu'ils disposent d'un patrimoine inépuisable et inaltérable. Toutes les analyses démentent cette impression. De même que la richesse du sol, la propreté des rivières, la pureté de l'air et des pluies ou le patrimoine architectural, la langue française est menacée. Elle a besoin d'être respectée, protégée, connue, vivifiée et aimée. Cela ne peut être obtenu que par une action extrêmement diffuse, relayée spontanément par une multiplicité d'agents divers qu'il s'agit de reconnaître, d'avertir et de convertir. Nul ne s'étonnera que l'action en faveur du français obéisse aux lois modernes de la communication de masse. Et nul ne reprochera aux défenseurs de notre langue d'user de leur compétence, de leur conviction et de leur ambition. Mais, chacun suivant sa pente, les efforts se dispersent, les initiatives manquent leur but, et le public hésite à s'engager dans une affaire confuse et qu'il croit défensive ou, pis, rétrograde. Pourtant, rien ne se fait sans son allante adhésion. La cause du français reste une cause latente alors que le monde alentour se transforme et menace. Plus les données sont complexes, plus l'impulsion doit être forte, franche et large. Je tâche de mobiliser les forces vives du français.

CHAPITRE I

LA CRISE DU FRANÇAIS

La dégradation du français courant

À entendre les docteurs assemblés au chevet du malade, le verdict est unanime : le français est en crise. C'est un concert de lamentations, une dénonciation générale et permanente. Les uns s'attristent, les autres s'indignent et condamnent. Les nuances vont du constat sévère : « Qui sait encore parler le français? » à l'interrogation funèbre : « Parlera-t-on encore le français demain? » Aucun domaine, aucune catégorie n'échappe à cette réprobation. Les jeunes se délectent dans leurs expressions codées, le parler populaire et familier se relâche, les spécialistes s'enferment dans leur jargon, les savants préfèrent créer leur propre langage, les technocrates se réfugient dans l'obscurité. La contagion gagne les instances les plus élevées ou, si l'on préfère, l'exemple vient de haut. Les principales autorités de l'État, dans l'espoir de mieux communiquer avec leurs concitoyens, appauvrissent leur langage ou versent dans le commun. L'Institut d'infométrie a fait la liste des deux mille mots dont se sert la classe politique.

Dans ce procès général, qui donc sont les procureurs? Curieusement, un peu tout le monde. Depuis toujours, on vit avec le français comme avec une personne aimée. On la trouve belle, on la célèbre, mais on doute. Elle inquiète, elle tourmente, mais elle attache. L'intimité avec le français est une longue passion. Les jugements sur son état sont peu sereins. Ils sont portés avec ferveur ou par dépit, avec fierté ou colère. J'écoute ces discours plus souvent vengeurs qu'enthousiastes. Ils me remplissent de tristesse mais ne me convainquent pas. Le français devenu langue morte, ou pis, disparu de la mémoire des hommes? Autant imaginer que les cathédrales seraient détruites, Versailles dévasté, arrachées mes

racines et englouti mon paysage. À cette seule perspective, je ressens une terreur de guerre nucléaire, un désarroi de fin du monde. C'est alors que je me souviens de la phrase de De Gaulle à Jean Dutourd en 1956 : « La France, Dutourd, vous verrez, dans trois cents ans. » Toujours la passion. Comme elle est belle et séduisante « cette attitude théologique qui veut que le français, fils aîné du verbe, comme la France est la fille aînée de l'Église, ne soit pas une langue comme les autres » (Georges Cellard). Belle, mais trompeuse et inefficace. La théologie pas plus que le narcissisme ou la nostalgie ne sont des armes modernes. S'il est vrai que nous traversons une crise, est-ce celle du français ou de la représentation que nous nous en faisons? La force des souvenirs des temps meilleurs, l'idée que nous en gardons, différente de l'image que nous recevons aujourd'hui de notre langue, peuvent provoquer des inadaptations plus psychologiques que linguistiques. Le trouble pourrait bien n'être que psychosomatique. Et si nous nous complaisons tant dans notre mémoire, il faut aller jusqu'à la question sacrilège : aimons-nous encore le français?

Dans de tels doutes, il n'est qu'une attitude sincère et sérieuse : objectiver les impressions, diagnostiquer les symptômes, mettre en pleine lumière les manifestations du mal.

S'agissant d'abord du français courant, parlé tous les jours par nous tous, la crise première, aiguë et profonde, est celle de l'enseignement. On a prétendu qu'apprendre à lire à un enfant tenait du miracle, comme apprendre à rouler à bicyclette. Ce miracle, qui se reproduisait infailliblement il y a quelques décennies, tend depuis vingt ans à devenir aléatoire. C'est que la génération des magiciens d'aujourd'hui, je veux dire les enseignants, ont eux-mêmes été privés du miracle et qu'ils ont peu ou mal appris le français et n'ont plus appris à l'enseigner.

Pour donner une idée de la situation, j'ai lu les rapports et les livres, j'ai interrogé les professeurs. Le constat est là, alarmant, indiscutable. L'enseignement primaire, dont la généralisation au siècle dernier avait eu pour objectif et pour effet de permettre à chacun de savoir lire, écrire et compter, et de connaître à grands traits l'histoire et la géographie de son pays, ne remplit plus son rôle et ne délivre plus ce bagage de la citoyenneté. On a, au contraire, vu se construire et se répandre, à partir de 1960, une doctrine selon

laquelle le dressage qui permet à un enfant de monter sur une bicyclette risquait de le traumatiser si on l'appliquait à déchiffrer les lettres et les syllabes. Cette anxiété d'apprendre à lire devenait, sous l'éclairage de la linguistique et de la psychosociologie, une affaire délicate qui nécessitait une méthode globale et un apprentissage de la langue prolongé jusqu'à l'âge adulte. Une conception d'ensemble a découlé de ce qui n'était au départ – les noms propres ont parfois de l'humour – que la pédagogie Freinet. 1968 est passé par là. Les universitaires ont théorisé. Les écoles normales ont endoctriné. D'innombrables colloques, enquêtes, expériences et publications ont répandu la bonne parole, les instituteurs ont appliqué le système comme ils le pouvaient, parfois à leur corps défendant, mais d'autant plus naturellement qu'ils étaient plus nombreux à en être issus. 1981 n'a fait qu'officialiser le mal qui devenait politiquement majoritaire. En février 1984, à la question que lui posait Michel Debré : « L'abandon de toute exigence en matière d'orthographe et de grammaire est-il désormais un article de foi pour tout l'enseignement? », le ministre Alain Savary répondait en mettant en cause son prédécesseur Christian Beullac.

Nous assistons depuis deux ans à un retournement complet et heureux de l'opinion. La réaction en faveur de l'école libre a sans doute servi de révélateur. Les intellectuels et les universitaires ont osé dévisager le spectre et proclamer que le roi était nu. Pédagogie criminelle, enseignement en détresse, massacre des innocents, « linguicide », génocide culturel, holocauste sont les expressions couramment employées maintenant pour désigner ce qui fut le dogme. Jean-Pierre Chevènement ministre a désorienté tout son monde en opérant dans le discours un spectaculaire retour aux sources de l'école républicaine, en censurant la laborieuse entreprise qui l'avait précédé, en reniant la succession dans laquelle il prenait place.

Dans le discours, mais pas dans les faits. Les générations sacrifiées ne font que sortir des écoles, les méthodes antérieures ne sont pas remplacées. À l'heure actuelle, dans certaines classes, la moitié des élèves des cours complémentaires savent à peine à nonner mais certainement pas lire. L'Éducation nationale reconnaît que 10 % des élèves sortant de l'enseignement primaire font des illettrés. Le ministère de la Culture considère que 26 % des adolescents de

quinze ans ne lisent pas. L'Armée, plus rigoureuse dans sa toise, dénombre 1 % de conscrits analphabètes complets. Dans l'enseignement secondaire, on ne relève plus les fautes d'orthographe. La vieille règle des cinq fautes qui suffisaient à éliminer une copie est abandonnée depuis longtemps. Lorsque, pour une enquête, en 1985, on a compté les fautes, leur nombre dépassait en moyenne dix-huit par page. La graphie de certains élèves, ne parlons pas d'orthographe dans ce cas, est si éloignée du français écrit que le professeur est obligé de lire le devoir à voix haute pour découvrir ce que l'élève a voulu dire. Le niveau moyen est si médiocre que les notes attribuées n'ont plus pour objet d'apprécier la qualité d'un exercice, encore moins de donner un ordre de classement, mais seulement de ne pas décourager ceux qui ont rendu une copie et rempli le nombre de pages demandé. Dans le cas où s'opère encore une sélection, celle-ci s'applique rarement au français employé, dont la qualité n'est pas appréciable. Dans l'enseignement supérieur, le français n'est pas la discipline mère, encore moins l'objet d'un culte, mais l'instrument rudimentaire dont le maniement maladroit reste nécessaire pour emmagasiner des connaissances. Parmi les candidats à une maîtrise ou à un D.E.A., l'élégance de l'expression, la nuance de la dissertation, le simple souci de structurer un discours se rencontrent de moins en moins souvent. Même chez les étudiants en lettres, la fiche, le tableau, le style télégraphique, l'exercice oral, le témoignage vécu trahissent des retards accumulés, une inaptitude lointaine, foncière à s'exprimer et surtout à écrire en français.

Les victimes de ce sinistre sont innombrables : des millions de blessés, des centaines de milliers de morts culturels. Pour endiguer ce phénomène, on a créé un nouveau mot : l'illettrisme. D'un rapport particulièrement abscons, établi en 1984, il résultait que l'analphabétisme traduisait la situation de ceux qui n'avaient pas été à l'école, ou qui ne pouvaient s'exprimer pour des raisons pathologiques, et que l'illettrisme était le cas de ceux qui ont suivi une scolarité normale et qui cependant ne savent pas lire ni écrire couramment. Avec un tact tout particulier, c'est par un message à l'Unesco que le gouvernement français annonçait la création d'un groupe de lutte contre l'illettrisme. Dans ce groupe créé auprès du ministre des Affaires sociales, l'Éducation nationale ne comptait que sept personnes sur cinquante-quatre. Parmi les mesures mises à

l'étude, deux sous-paragraphes seulement intéressaient l'Éducation nationale. C'était avant 1984 et le renversement du discours ministériel.

La défaillance du système éducatif étant connue, ouvertement reconnue et officiellement dénoncée, mon regard se tourne vers les adultes et le quotidien. Quel français parle-t-on? Les phénomènes observés sont multiples. Ils font partie de la vie de la langue et mon propos n'est pas de les décrire tous. J'essaie d'observer les manifestations de la dégradation de la langue en usage. Je réserve pour plus tard ce qui fait discussion comme l'oubli des subtilités de l'orthographe et des nuances de la prononciation, la négligence dans la ponctuation, l'abus des majuscules, l'abandon de certaines formes verbales comme le passé simple ou l'imparfait du subjonctif. Je retiens l'essentiel et le certain. Le vocabulaire s'appauvrit. Encore faut-il distinguer. Les adverbes et les adjectifs prolifèrent, les noms et les verbes, qui concentrent le sens, se réduisent. L'idée d'un français simplifié, ou *basique*, limité à mille cinq cents mots, n'est pas pure invention. Elle recouvre le français effectivement parlé. On notera seulement que cette idée ne s'est heureusement pas formalisée, contrairement à l'anglais. C'est une différence qui méritera réflexion. Conséquence de l'appauvrissement du vocabulaire, les noms ou locutions s'allongent, se compliquent. Alfred Sauvy a relevé de nombreux exemples de cette tendance : au lieu de ville, on dit milieu urbain, au lieu de hausse, mouvement haussier, au lieu d'effet, impact, au lieu de nombre, effectif, au lieu de transfert, délocalisation, au lieu d'avortement, interruption volontaire de grossesse (en l'occurrence, il n'y a pas interruption mais cessation), etc. Il en est de même des adverbes : en ce qui concerne, au niveau de, à l'écoute de, etc. L'ignorance et l'hypocrisie se cachent sous le masque de la complication et de l'hermétisme. Ces détours et ces redondances avilissent le français.

Il est une autre conséquence de la faiblesse du vocabulaire : le sens des mots se dévalue. Il entre dans ce phénomène une grande part de mode. Chaque année apporte sa cuvée nouvelle, plus ou moins bonne, que les jeunes gens expliquent aux parents. Pierre Daninos décrit plaisamment « le grand voyage des mots » : interpellier, appréhender, privilégier, globaliser, cibler, s'éclater, etc. Dans ce « déménagement », le sens le plus souvent s'affadit.

L'expression la plus forte chasse la plus juste. Entre deux mots, le moindre n'est jamais choisi. Le superlatif apparaît faible. Le sens absolu de mots comme authentique, supérieur, parfait, se relativise. Une emphase maladroite toujours à la recherche de procédés prétentieux traduit le délaissement du vocabulaire dont on méconnaît à grand tort la vigueur et la précision.

Que dire alors de la syntaxe! Il est bien normal que la langue écrite conserve une certaine correction. Celle-ci ne souffre à vrai dire de nos jours que de lourdeur, de tours indirects et d'imprécisions dans les articulations qui sont autant de pertes de sens. Mais la langue parlée est frappée d'un mal autrement grave. C'est la phrase elle-même, c'est-à-dire son épine dorsale, qui est atteinte à la fois d'ankylose et d'amollissement. Écoutez parler. Conversations privées, dialogues anonymes de la rue, interventions ou exposés professionnels, animation des émissions de radio et de télévision, vous serez consternés du relâchement de la syntaxe. L'ordre direct propre à notre langue est peu respecté. D'inutiles inversions alourdissent la phrase. La forme interrogative simple, si élégante en français, est abandonnée au profit de : est-ce que, qu'est-ce que, quand est-ce que, pourquoi est-ce que, est-ce parce que... que, etc. Il est rare que la construction de la phrase soit respectée jusqu'à son terme. La rupture qui n'était qu'une figure de rhétorique au beau nom d'anacoluthie devient une facilité courante, un abandon, un simple oubli du commencement de la phrase. Encore faudrait-il que celle-ci fût achevée, ce qui, dans la conversation, n'arrive pas toujours. Que d'interrogations, que de répétitions, en particulier de pronoms! On abuse des exclamations. Les interjections sont employées à la place d'une proposition tout entière. L'onomatopée se crée librement avec un sens connu de son seul auteur. Bon, ben, moi, je... bof, quoi! Ainsi le français parlé se transforme-t-il sous nos yeux en une langue approximative, c'est-à-dire lourde, sommaire et confuse, à l'exact opposé de ses caractères propres.

Dans cette pathologie du français, les médecins les plus spécialisés sont les plus pessimistes. Je voudrais me garder de tout jugement excessif, non par froideur, au contraire par enthousiasme pour la cause. Un fait me frappe tout d'abord. La langue est attaquée par une minorité. « C'est par la tête que pourrit le poisson », dit le proverbe chinois. La dégradation du français

courant, ou mieux « le néo-français, cet idiome prétentieux, laid et simpliste » (Jean Dutourd), provient des catégories élevées ou instruites de la population et non du peuple. Le vrai parler français se trouve à la campagne, en province. Il est mieux respecté parmi les techniciens et les agents de maîtrise. Les cadres et les spécialistes torturent la langue. Les intellectuels eux-mêmes refusent l'effort d'expression et se réfugient dans le jargon qui est notre mal du siècle. L'histoire enseigne que ce n'est pas la première fois que pareille dégradation survient. C'est une banalité de le dire, et ce n'est pas une consolation, mais c'est ainsi. Le français est né d'une longue désagrégation. Du bas latin au francien, des dialectes à la langue vulgaire puis au français, dix siècles se sont écoulés qui ont apporté simplification, décadence et vulgarisation. À peine l'éclosion du début du XVII^e siècle se produisit-elle que notre langue fut rongée de deux maladies opposées, le galimatias du peuple et l'in vraisemblable préciosité des salons. Suivit un siècle d'épuration et de lumières. Mais la Révolution embrassa la langue, la pétrit et lui apporta à la fois démocratisation et vulgarisation. Plus de langue de cour, le ridicule des Incroyables, l'ignorance des parvenus et le relâchement de l'entourage impérial s'imposèrent. Pour certains, le romantisme et son « paix à la syntaxe ! » apparut à son tour comme un recul du bon goût linguistique. En 1850, Lamennais constatait que le français évoluait trop vite. À la fin du siècle, les expressions populaires contaminaient le parler des villes et une frange de la littérature. En 1910, Émile Faguet publiait un article dans *La Revue des Deux Mondes*, « La crise du français », dans lequel il s'indignait : « On n'a jamais plus mal écrit le français. On ne le sait plus du tout. » Accommodons maintenant le regard sur notre époque : la dégradation est-elle d'une gravité différente de celles qui l'ont précédée ? Ma réponse serait : non pour les modes et les scories du vocabulaire, oui pour l'abandon et les malformations de la syntaxe.

Le mal, enfin, n'est pas propre au français. L'anglais, moins soucieux de purisme, se laisse plus gravement contaminer. Le yankee courant est-il encore la même langue que le parler d'Oxford ? Les Canadiens écartelés se satisfont mal d'un vocabulaire *mid-atlantic*. « Les deux cultures anglo-saxonnes, dénoncent-ils après G. B. Shaw, sont séparées par la même langue. » Les Américains

eux-mêmes commencent à s'alarmer : « *Will America be the death of english?* » titre un journal new-yorkais. Là encore, la contagion générale ne fournit pas un remède, le précédent du latin montre qu'en s'abaissant, il se fragmenta jusqu'à disparaître. Ma conviction est qu'une langue dont l'usage se corrompt, loin de devenir plus facile, perd de son utilité. Dans l'avenir, la technologie et la communication privilégieront les langues qui auront su allier, par cohérence interne, la souplesse et la précision.

Notre époque connaîtrait donc une dérive générale des continents linguistiques. Le français s'éloigne progressivement et inexorablement du latin. L'enseignement l'a rejeté, notre système de référence s'est modifié; ce que le français possède par son origine latine de construit et de scripturaire s'érode sous l'effet d'un mouvement de civilisation où l'écrit régresse et où l'oral et l'audiovisuel progressent. Dans ce contexte, la dégradation du français courant doit être relativisée. Si la pointe de notre langue s'émousse, son socle résiste. On ne connaît plus ses subtilités mais on l'utilise dans le quotidien de façon tolérable. Si la jauge existait, je risquerais la mesure : la quantité globale du français écrit et parlé ne me paraît pas de nos jours d'une qualité moyenne inférieure aux époques précédentes. Encore faudrait-il s'entendre sur la période de comparaison, proche ou lointaine. Ce n'est qu'à partir de 1914 que l'usage du français s'est généralisé, mais la langue, elle, s'est formée deux siècles plus tôt. Nous héritons de ce passé glorieux un amour jaloux et fétichiste. Devant les audaces nous nous réfugions dans le fixisme, sous les outrages nous ressentons la douleur. Il est peu de peuples aussi conservateurs et rouspéteurs que les Français, en matière linguistique comme en d'autres. Soyons-en conscients et tirons-en profit. Que la dégradation entretienne une indignation qui soit le contraire du renoncement.

Gabriel de Broglie

Le français, pour qu'il vive

La cause du français est la cause de tous les Français. Et bien au-delà, la cause de tous ceux qui sont passionnément attachés à la richesse de son héritage et aux ressources de sa créativité.

Sans doute, le français traverse-t-il une crise. Concurrencé par d'autres langues, miné par la dégradation de son usage courant, il est aussi menacé par d'autres modes de communication comme l'image ou l'informatique. Cependant, son génie est intact, ses défenseurs, à commencer par les écrivains, partagent la même détermination, et quoi qu'on dise, le nombre des francophones croît.

Alors, déclin ou essor ? Ce livre ne traite pas de linguistique ni de bon usage. Il établit un bilan de santé et propose une thérapeutique. Parmi les objectifs à privilégier, comment à la fois préserver la qualité de notre langue et encourager sa vitalité ? Qui, de l'État, des enseignants, des journalistes ou de l'opinion, détient les vraies responsabilités ? Quels sont les moyens d'agir sans jamais dissocier la démarche nationale du point de vue international ?

À ces questions complexes, il faut des réponses claires, mesurées, argumentées. La gravité de l'enjeu justifiait qu'elles soient livrées avec une conviction qui se veut persuasive, et dans un mouvement d'ardeur réfléchie, ou de réflexion emportée.

Nul n'était mieux qualifié pour les apporter que Gabriel de Broglie, conseiller d'État, ancien vice-président du Haut Comité de la langue française, actuel président de la Commission nationale de la communication et des libertés, et lui-même écrivain.



9 782070 708239



87-1 A 70823 ISBN 2-07-070823-3

110 FF tc